

Rapport d'activité 2024



**Réso
Villes**



Centre de ressources politique de la ville Bretagne Pays de la Loire
2, rue Meuris - 44100 NANTES / Tel : 02 40 58 02 03
resovilles@resovilles.com
www.resovilles.com



Les chiffres clés

Événements & rencontres

138 demi-journées d'action | **3513** participants

- 11 manifestations à vocation informative
- 2 cycles de qualification
- 19 sessions de formation
- 78 groupes de travail, ateliers, débats
- 29 actions de proximité

22 vidéos : reportages, webconférences,
captations lors de nos rencontres | **1 970** vues

Sites web & réseaux sociaux

Site www.resovilles.com | **4 890** vues mensuelles

15 newsletters envoyées | **7 000** abonnés

LinkedIn | **5 616** abonnés

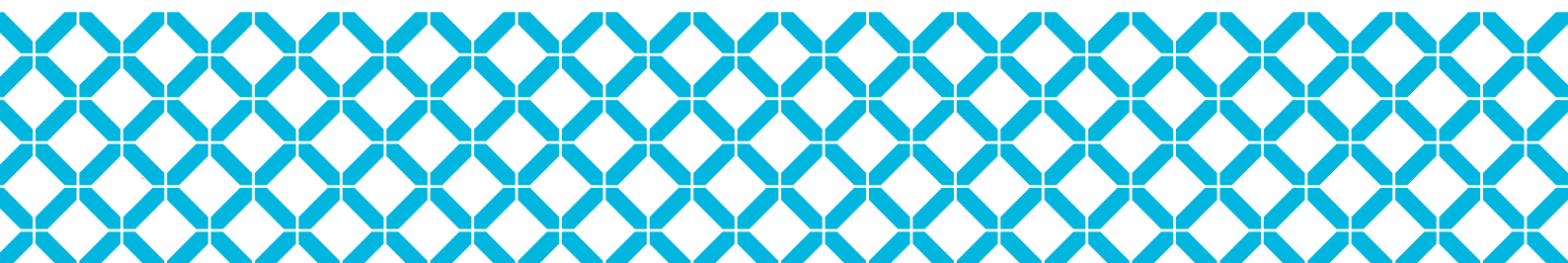
Facebook | **1 115** abonnés

Youtube | **1 008** abonnés

Instagram | **264** abonnés

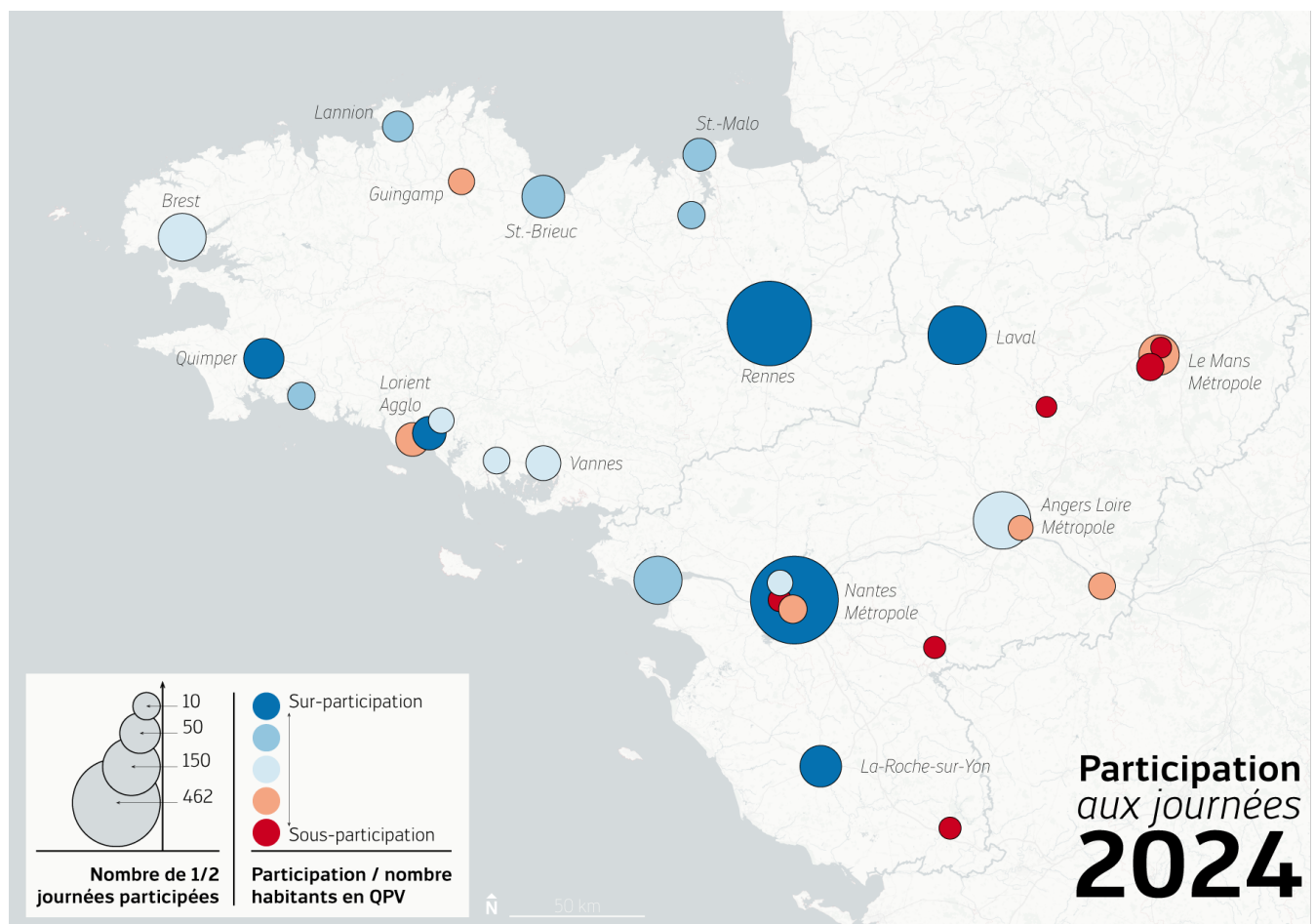
Scoop-it territorial | **687** articles postés | **2 246** vues | **1 253** visiteurs

Scoop-it national | **402** articles postés | **37 500** vues | **726** abonnés



Publications

- Grand Angle : Pratiques culturelles et artistiques dans les quartiers populaires
- Grand Angle : Halls & abord. Expériences pour des espaces résidentiels collectifs supports de bien vivre
- Panorama des tiers-lieux bretons
- 2 décryptages Genre et Espaces publics
- 22 fiches expériences
- 4 capitalisations de journées thématiques : Interculturalité, Faire ensemble Quartiers 2030, Participation citoyenne, Tranquillité publique et vivre ensemble



L'année 2024 s'annonçait comme l'année de toutes les reconfigurations. En janvier 2024, RésO Villes accueillait une nouvelle directrice. Le 20 juin dernier, le conseil d'administration fraîchement élu a renouvelé le bureau de l'association pour trois ans (juin 2024-juin 2027).

Pour la politique de la ville, la nouvelle cartographie de la géographie prioritaire a été établie avec 1362 quartiers classés prioritaires dans l'hexagone. Les nouveaux contrats de ville Engagements Quartiers 2030 ont été signés localement en 2024. Cette nouvelle génération de contrats de ville doit assurer le cadre partenarial de l'engagement des acteurs publics et privés dans ces quartiers, conformément aux annonces du Comité interministériel des villes du 27 octobre 2023.

A cette reconfiguration prévisible, nous avons été confrontés à une crise politique majeure au sein de notre pays. L'année 2024 a été marquée par un contexte politique inédit, caractérisé par des changements successifs de gouvernement et l'organisation d'élections législatives anticipées. Dans ce contexte, RésO Villes est resté pleinement mobilisé pour poursuivre sa mission au service des acteurs de la politique de la ville. Le conseil d'administration a notamment adopté son projet associatif en septembre 2024, projet qui vise à renforcer notre activité de plaidoyer.

Malgré ce contexte politique instable, RésO Villes a pu mettre en œuvre un programme d'action ambitieux avec plus de 138 demi-journées d'actions qui ont rassemblé plus de 3500 personnes.

2024 nous a également permis de nouer de nouveaux partenariats (Pacte des solidarités en Pays de la Loire) et de renforcer des partenariats historiques (Banque des territoires). Dans la poursuite du programme Data & Quartiers, RésO Villes s'est vu confié une mission d'essaimage de la méthode Data et quartiers au niveau national tandis que la structuration d'un pôle data et quartiers à l'échelle Bretagne et Pays de la Loire se poursuit.

L'année 2025 s'ouvre dans un contexte de crises internationale et nationale. Ces crises s'annoncent longues et difficiles. Le désengagement récent

de la Région Pays de la Loire, avec la décision de baisser les subventions aux associations à partir de 2025, impacte directement la pérennité du tissu associatif qui agit au quotidien dans les quartiers populaires dans les domaines de l'emploi, de la culture, de l'égalité hommes-femmes, du sport. Face à ces coupes, de nombreuses initiatives culturelles et sociales en faveur des plus fragiles notamment dans les quartiers prioritaires pourraient disparaître.

Des crises face auxquelles nous refusons d'être passifs. Elles imposent que nous fassions preuve d'imagination pour construire un projet enthousiasmant.

Dans la perspective des prochaines échéances électorales, RésO Villes portera un plaidoyer pour "une politique de la ville ambitieuse" en Pays de la Loire et Bretagne et plus globalement au niveau national. Face aux fractures et aux inégalités, notre responsabilité est immense. RésO Villes souhaite créer des ponts, du dialogue, amplifier et développer des alliances avec tous les acteurs de la politique de la ville pour améliorer la fabrique de la politique de la ville et *in fine* lutter contre les inégalités territoriales et améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires.

Pour finir, merci de votre soutien indéfectible tout au long de l'année 2024. Tout ceci n'aurait pas été possible sans votre engagement à nos côtés.

**Pierre Quénea,
Président de RésO Villes**

Le projet associatif de RésO Villes

Début 2024, RésO Villes s'engageait dans une démarche de définition de son projet associatif. L'enjeu pour RésO Villes était de définir un plan stratégique qui nous permette de définir une approche pour réaliser le futur désiré.

Un état des lieux réalisé entre janvier et juin 2024 a permis de mettre au jour les principaux enjeux thématiques et méthodologiques de cette nouvelle génération de contrats de villes en Bretagne et Pays de la Loire. Ce fut également l'occasion de préciser le rôle de RésO Villes au-delà de ses missions socle (animation de réseaux, accompagner la montée en compétences, capitalisation). Ces trois prochaines années vont nous permettre de porter un plaidoyer pour "une politique de la ville ambitieuse" en Pays de la Loire et Bretagne.

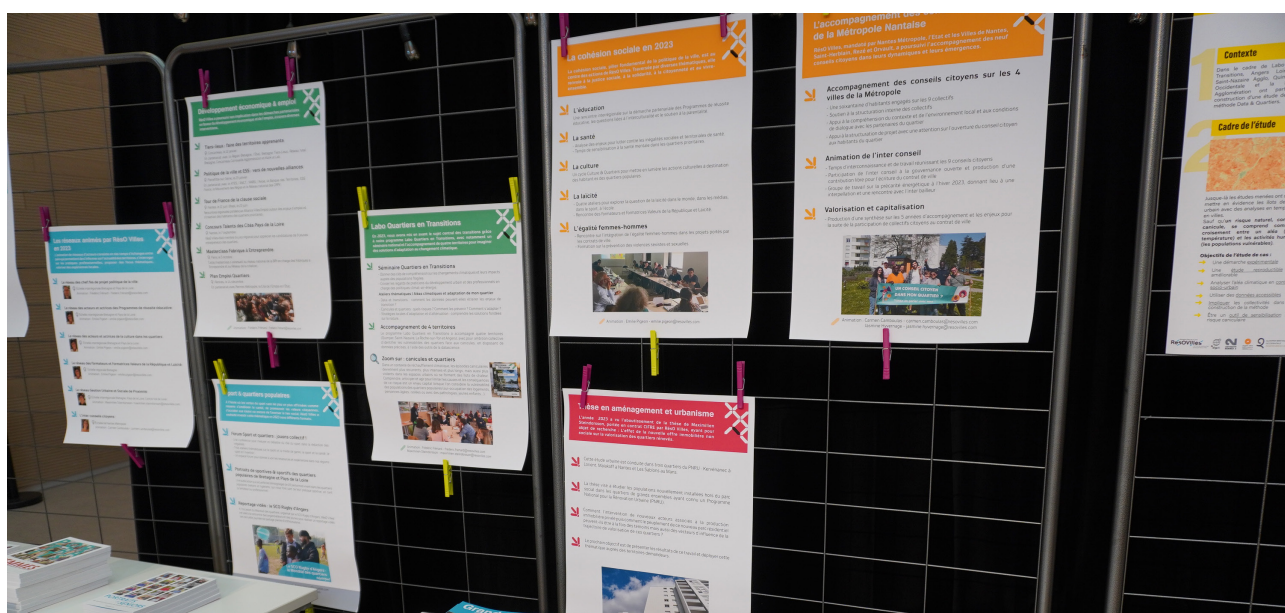
Nous devons faire face, ensemble, à de nombreux défis. Certains déjà connus, d'autres, sous-jacents ou annoncés depuis longtemps sont, désormais, face à nous et impactent très concrètement la vie quotidienne des habitant-es des quartiers populaires.

La vulnérabilité des habitant-es des QPV face aux risques climatiques n'est plus à démontrer et nous pouvons, toutes et tous, nous rendre compte de son impact. Les enjeux de santé, de vieillissement, d'emploi, d'éducation, de

tranquillité publique, d'habitat-logement se posent avec acuité aujourd'hui. Ces défis ne pourront pas être relevés sans les personnes concernées. L'enjeu aujourd'hui est de mobiliser l'expertise d'usage des citoyen·nes habitant les QPV dans leur diversité dans une perspective de démocratisation des institutions.

Les enjeux méthodologiques sont également nombreux pour celles et ceux qui ont en charge la mise en œuvre de la politique de la ville : l'observation des territoires et leurs évolutions (data), la mobilisation du droit commun, l'observation des micro-poches de pauvreté, le soutien aux démarches locales de coopération.

En France, la politique de la ville traverse les alternances politiques sans n'avoir encore jamais été remise en cause. Cependant elle subit des inflexions importantes, combinant différemment les interventions économiques, sociales et spatiales. En effet, la politique de la ville n'est pas une politique locale mais une coproduction entre les EPCI, l'État et de nombreux acteurs, publics et privés. Il en découle des concurrences et des conflits de pouvoir. La rhétorique du partenariat cache mal les luttes d'influence. Aussi les élections futures (élections municipales en 2026, élections présidentielles en 2027, régionales en 2028) auront un impact fort sur la politique de la ville en termes d'ambitions.



Le projet associatif de RésO Villes

C'est aussi une politique publique qui cristallise de nombreuses tensions et débats qui traversent la société française (précarité, chômage, intégration, immigration, discriminations, mixité, sécurité ...), fortement dépendante d'une volonté politique proactive. En juin 2024, avec la dissolution de l'assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives anticipées, nous avons pu constater que notre société pouvait être percutée par des courants qui la bousculent, la remettent en question et l'affaiblissent.

Enfin, la politique de la ville est une politique publique mal comprise ou mal connue par le grand public ou alors dénoncée comme inefficace. Les réalisations du renouvellement social au titre de la politique de la ville sont souvent sous-estimées. Dans son rapport "Vivre ensemble, Vivre en grand pour une réconciliation nationale"(2018), Jean- Louis Borloo revient sur l'idée reçue, selon laquelle «trop d'argent aurait été déversé pour les quartiers». Dans les faits, les communes des QPV ont plus de besoins mais moins de ressources (30% de capacité financière en moins pour un taux d'imposition deux fois plus élevé et des besoins de 30% supérieurs).

Pour toutes ces raisons, RésO Villes a un rôle à jouer pour réaffirmer " le besoin d'une politique de la ville ambitieuse " au travers d'un plaidoyer qui s'appuie :

- sur le partage de notre expérience avec les décideur-euses politiques, à travers la production et la diffusion de rapports et l'organisation d'événements,
- sur un "agir" en lien avec les acteurs et actrices de la politique de la ville pour influencer les espaces de décisions.
- sur la sensibilisation du grand public pour qu'il relaie nos messages auprès des décideurs et décideuses.
- sur la construction d'un plaidoyer à partir de données objectives et d'expériences concrètes.



Politique de la ville

Engagements Quartiers 2030



La liste renouvelée des quartiers prioritaires de la politique de la ville a été annoncée par le Décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023. 111 nouveaux quartiers entrent dans le dispositif, 45 quartiers en sortent, portant à 1 362 le nombre de QPV en métropole, contre 1 296 auparavant. Par ailleurs, 960 quartiers voient leurs contours modifiés.

Dans nos régions

- En Bretagne, deux quartiers sortent du dispositif : le quartier de l'Iroise à Ploufragan (Côtes d'Armor) et le quartier Bellevue à Redon (Ille-et-Vilaine).
- Le quartier Castel Pic, Roudourou, La Madeleine

à Guingamp (Côtes d'Armor) entre dans le dispositif.

- En Pays de la Loire, deux nouveaux quartiers font leur entrée dans la nouvelle géographie prioritaire dans le Maine-et-Loire : Saint-Exupéry à Angers et Gide-Colomb à Trélazé.

Au total, 79 quartiers prioritaires sur 30 communes sont aujourd'hui concernés en Bretagne et Pays de la Loire (contre 78 quartiers sur 31 communes dans l'ancienne géographie prioritaire).

La gouvernance des contrats de ville

La nouvelle génération des contrats Engagements Quartiers 2030 doit traduire une mobilisation partenariale élargie à l'échelle de chaque territoire. La participation citoyenne doit être systématiquement prise en compte pour l'élaboration des contrats de ville. L'articulation des contrats de ville avec l'ensemble des contractualisations existantes sur le territoire sera primordiale, notamment afin de s'assurer de la mobilisation du droit commun. La mise à jour des fiches territoires est en cours sur le site de RésO Villes suite à la signature des nouveaux contrats de ville.

Faire Ensemble Quartiers 2030 : le rendez-vous des acteurs de la politique de la ville | Laval, le 13 juin



RésO Villes a invité l'ensemble des acteurs et actrices de la politique de la ville (collectivités, services de l'Etat, bailleurs, associations, habitants et partenaires) à se réunir le 13 juin 2024 à Laval, autour d'un temps fort consacré aux enjeux de Quartiers 2030 et à l'engagement en faveur des quartiers prioritaires. Au programme : plénières, tables-rondes, ateliers thématiques pour se

questionner sur les ambitions de la politique de la ville en Bretagne et Pays de la Loire, s'interroger sur les projets de territoire, sur les moyens de mobilisation du droit commun, sur le croisement des politiques publiques nationales et locales. Cette rencontre était également l'occasion d'échanger avec les partenaires de la politique de la ville pour partager leurs contributions respectives à la réussite des contrats de ville. Quatre ateliers thématiques ont permis de découvrir et d'alimenter les réflexions locales en particulier autour des enjeux de gouvernance des contrats de ville, du soutien aux acteurs locaux, de la participation des habitants et de la mobilisation des acteurs économiques.

Webinaire Quartiers à Impact Collectif | le 18 décembre



Depuis 2022, sous l'impulsion de l'ANCT, une trentaine de quartiers politique de la ville expérimente une démarche "d'impact collectif"

afin de renforcer les dynamiques de coopération entre une grande diversité de partenaires.

Cette démarche intégrée vise à permettre aux initiatives collectives de passer d'une situation où les « actions et les résultats sont fragmentés » à une « action commune menant à un impact collectif profond et durable ».

La mise en œuvre de la nouvelle génération des contrats de ville apparaît comme une opportunité pour proposer la construction des programmes d'actions. Ce temps d'échanges était co-organisé par Cité Ressources (Paca) et RésO Villes.

Animation du réseau des chefs de projet 12 janvier - 15 mars - 13 septembre

Les chef·fes de projet de Bretagne et des Pays de la Loire se réunissent régulièrement pour partager leurs actualités et échanger sur leurs pratiques. Parmi les sujets qui ont marqué l'année 2024 :

- L'installation de nouvelles gouvernances et la rédaction de nouveaux cadres ont suscité de nombreux échanges en particulier concernant la place de la participation citoyenne et des associations. La communication autour du contrat de ville était également à l'ordre du jour

des attendus. Des retours d'expériences riches entre collectivités ont permis de nourrir les pratiques et de s'extraire du quotidien, telles que la gouvernance ouverte (inter-bailleurs, inter-associatif, inter-conseils citoyens) avec Nantes Métropole ou l'approche de Convention Citoyenne de Laval Agglomération.

- La préparation de la rencontre inter-régionale Faire Ensemble Quartiers 2030 de Laval.

Formation sur la politique de la ville

RésO Villes dispense régulièrement des formations sur la politique de la ville auprès de diverses structures. Il s'agit de présenter le contexte historique, les grandes étapes, les principes et les enjeux de cette politique publique. En 2024, nous sommes intervenus auprès de

l'EHESP (Rennes), l'ARIFTS (Nantes), l'AFEV, la Région Bretagne et la Région Pays de la Loire.

RésO Villes a créé un outil d'animation pour comprendre les grandes étapes de la politique de la ville : la Fresque de la politique de la ville.



Banlieue 89

Après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981, l'architecte Roland Castro crée l'association Banlieues 89 avec la conviction qu'un des enjeux essentiels sur le plan social, politique et urbain, est la question des banlieues. Banlieues 89 regroupe ainsi un certain nombre d'architectes pour qui le sujet des banlieues doit être au centre des préoccupations de la politique urbaine.

En 1989, des assises de la banlieue sont tenues à Nanterre, dans le but de faire un bilan des actions menées. De nouvelles assises se tiennent à Bron en 1990, intitulées « Pour en finir avec les grands ensembles ». Quelques jours après, un ministère de la Ville est créé et dirigé par Michel Delebarre. La mission disparaît lors de sa fusion avec la délégation interministérielle à la ville en 1991



Aménagement urbain et cadre de vie

Vidéo. L'atelier mobile : une alternative aux maisons de projet | Saint-Nazaire, janvier 2024.

L'atelier mobile se déplace dans les quartiers de Saint-Nazaire pour aller vers les habitants dans le cadre de projets urbains. A l'occasion de l'inauguration d'une aire de jeux dans le quartier de Prézégat, nous sommes allés à la rencontre de Giovanni Olivares et Julie Duval, de l'unité information et concertation de projets urbains à la Direction de l'urbanisme et de l'aménagement. Ils nous ont présenté le dispositif et les actions menées par l'atelier mobile.



Cycle de webinaires | Penser la place des femmes dans les espaces publics

A travers un cycle de webinaires, nous souhaitons nous appuyer sur un partage des questionnements et connaissances sur l'enjeu des inégalités de genre dans l'espace public. Nous voulions explorer différentes pistes et actions qui participent par de l'aménagement ou l'animation à produire

des espaces plus inclusifs. Ces webinaires proposaient des retours d'expériences de projets réalisés ou en cours (méthode, réussites, freins et difficultés) permettant de favoriser l'échange, les réflexions, et l'émergence d'un réseau entre les acteurs et actrices concernées.

Etat des lieux des connaissances et des enjeux | le 11 avril

Mise en débat

#Espaces publics
#Inégalités femme-homme

11/04
10h30



Corinne Luxembourg
Professeure des universités en géographie et aménagement
Université Sorbonne Paris Nord

Penser la place des femmes dans les espaces publics.
Etat des lieux des connaissances et des enjeux

RésoVilles

En guise d'introduction de ce cycle de diffusion, nous avons proposé un temps de présentation et d'échanges avec Corinne Luxembourg. Géographe spécialiste des questions de genre dans les

espaces urbains, elle a pendant longtemps conduit un projet de recherche-action « La ville côté femmes » à Gennevilliers. Nous avons profité de son expérience afin de reposer quelques bases de compréhension de cet enjeu : Comment se matérialisent les inégalités de genre dans les espaces publics ? Quels sont les leviers pour créer et animer des espaces publics plus inclusifs dans les quartiers populaires ?

Intégrer la question du genre dans les projets d'aménagement : présentation de la stratégie et des guides référentiels de la ville de Paris | le 6 juin 2024

Depuis quelques années, la ville de Paris met en œuvre des actions afin de mieux intégrer les enjeux de genre dans l'aménagement des espaces publics :

- temps de sensibilisation des agents
- expérimentation d'une approche d'étude d'impact liée aux occupations féminines des espaces publics (outils de diagnostics, préconisations d'aménagements, évaluation).



Décryptages | Genre et espaces publics

Partie 1. Causes et conséquences des inégalités de genre dans les espaces publics



Ce premier volet pose les constats et cherche à comprendre les causes et les conséquences des inégalités de genre dans les espaces publics.

A travers ce document, nous souhaitons nous appuyer sur un partage des questionnements et connaissances sur l'enjeu des inégalités de genre dans l'espace public.

Partie 2. Expériences : de l'aménagement à l'animation pour favoriser des espaces publics inclusifs

Ce deuxième volet propose d'explorer différentes actions pour répondre à la production et l'animation d'espaces publics plus inclusifs. L'idée est de porter une réflexion plus large sur la qualité de vie, en partant du principe que ce qui est favorable à l'inclusion des femmes ne peut que contribuer à améliorer le confort et l'épanouissement de toutes et tous.

Comment faire vivre les rez-de-chaussée ? Enjeux et expériences | Rennes, le 5 novembre 2024

Avec près de 100 personnes, cette journée co-organisée par RésO Villes et l'APRAS à Rennes a été l'occasion de partages et d'échanges nourris autour des enjeux d'animation pérennes et temporaires des espaces de grande proximité que sont les rez-de-chaussés des QPV. Lors de cette journée, nous avons discuté des solutions qui sont mises en place par les bailleurs, les associations et collectivités pour aménager, activer, animer les rez-de-chaussée et en faire des espaces utiles et agréables à vivre pour les habitant·es.



Table ronde : « Comment animer les rez-de-chaussée ? »

Quels enjeux ? Quelle place pour les rez-de-chaussée dans les projets de renouvellement urbain ? Quelles fonctions, quels usages pour les habitant-es ? Avec les partages d'expériences et de regards de Rozenn Andro (adjointe de Rennes

à la Vie associative), de Fanny Davené (Espace Habitat), de Maël Gendron (Chef de Projet Grand Bellevue, Nantes Métropole) et Mariane Thorel (Correspondante de quartier La Vigne aux Roses, La Roche sur Yon).

Visites et ateliers

- Visite de site. Faire vivre des espaces collectifs : expériences à Maurepas
- Atelier 1. Changer la dynamique d'un espace avec Villogia à Nantes
- Atelier 2. Animer les RDC : de l'aller-vers au lien social de voisinage avec Aiguillon
- Atelier 3. Animation de locaux pour les habitant-es et associations en rez-de-chaussée par l'APRAS à Rennes



Revue Grand Angle | Halls & abords, expériences pour des espaces résidentiels collectifs supports de bien vivre

Les halls, parties communes et abords immédiats des immeubles résidentiels jouent un rôle central dans la vie quotidienne des résident-es. Souvent médiatisés pour les nuisances qu'ils génèrent, ces espaces collectifs sont associés à des imaginaires négatifs, particulièrement dans les quartiers de grands ensembles. Bien que certains de ces espaces soient le théâtre de troubles, leur gestion reste une priorité pour les bailleurs et professionnel·les de la sécurité publique.

Un travail de rencontre auprès des acteurs et actrices impliqués dans la gestion de ces espaces collectifs a été conduit afin de repérer les enjeux, les problématiques rencontrées mais aussi les actions et les projets mis en place pour y faire face.

A travers 19 articles ou fiches expérience, ce dossier propose un regard transversal sur les enjeux de sécurisation, d'accompagnement des habitant-es confronté-es à des situations difficiles, d'animation et de réactivation des rez-de-chaussée.



Webinaires du Réseau national des centres de ressources politique de la ville

Coordonner les enjeux GUSP et TFPB : l'exemple de la Réunion | le 8 avril



En ce début d'année 2024, Villes au Carré et RésO Villes ont proposé d'amorcer un cycle de travail sur la GUSP et l'articulation avec les actions financées via l'ATFPB suite à la sollicitation de plusieurs territoires décrivant des difficultés à connaître, partager et coordonner les actions conduites par les bailleurs au titre de l'ATFPB avec celles de la GUSP. Nous avons proposé un atelier des initiatives avec la présentation de la démarche de coordination menée à la Réunion entre les bailleurs, l'Etat et les collectivités locales.

Quartiers en flux : comment l'analyse des mobilités résidentielles permet d'améliorer la compréhension des enjeux des QPV ? | le 28 mai

Les indicateurs mobilisés pour évaluer la politique de la ville s'appuient généralement sur des comparaisons temporelles de données socio-démographiques. Cette approche en "stocks" occulte les mobilités résidentielles à l'œuvre, et peut laisser conclure à l'aggravation des situations individuelles et au creusement des écarts de développement avec les autres quartiers, et donc à l'inefficacité de la politique de la ville.

A l'heure de la signature des nouveaux contrats

de ville et de la mise en place d'outils d'évaluation de cette politique, l'ambition de ce webinaire était de démontrer aux collectivités impliquées dans la politique de la ville l'intérêt de compléter la compréhension des dynamiques locales avec des analyses de mobilités résidentielles des ménages en QPV afin d'évaluer les effets de la politique de la ville mais surtout d'affiner les politiques publiques à l'œuvre.

Faire vivre le projet urbain | le 1er octobre

Les centres de ressources politique de la ville animent régulièrement sur leurs territoires des temps d'échanges auxquels participent les agents des collectivités impliqués dans les projets de renouvellement urbain. Dans cette continuité, le réseau national des CRPV souhaite porter collectivement des temps d'échanges de pratiques. L'idée est de profiter de notre ancrage national afin d'élargir les réseaux existants et de créer des temps de partages d'expériences qui puissent être inspirants et stimulants pour les partenaires locaux du renouvellement urbain.



Enjeux de la réécriture des conventions ATPFB | le 10 octobre

Dans le cadre de l'animation d'un réseau GUSP interrégional (Bretagne, Centre-Val de Loire, Pays de la Loire), les centres de ressources politique de la Ville RésO Villes et Villes au Carré, ont organisé un temps de d'échanges en partenariat avec l'USH, ARO Bretagne, l'USH Centre-Val de Loire et l'USH Pays de Loire. Introduit par une présentation de

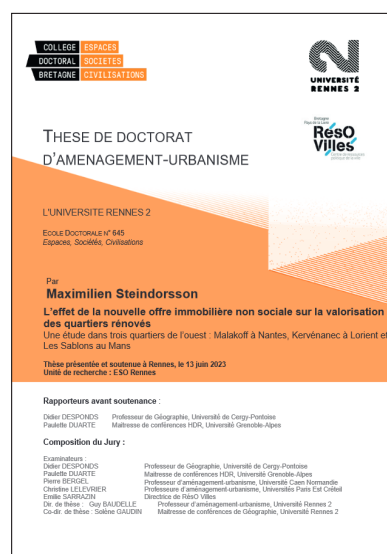
Céline Di Mercurio, responsable du département Développement social des quartiers, inclusion numérique et innovation sociale à l'Union Sociale pour l'Habitat, l'objectif de ce webinaire était de permettre le partage d'information, de problématiques et de bonnes pratiques dans la réécriture des conventions ATPFB.

Interventions

Présentation des résultats de la thèse de Maximilien Steindorsson

Les résultats de la thèse de Maximilien Steindorsson, chargé de mission à RésO Villes, ont porté sur l'effet de la nouvelle offre immobilière non sociale sur la valorisation des quartiers rénovés : une étude dans trois quartiers de l'ouest : Malakoff à Nantes, Kervénanec à Lorient et Les Sablons au Mans.

- Intervention à l'occasion du colloque de l'ANRU, le 8 février, dans le cadre des vingt ans du renouvellement urbain et de l'ANRU : "Ma thèse en 5 minutes".
- Présentation au Mans Métropole, à Nantes Métropole et à la DDTM44.



Refaire la ville sur la ville : Regards prospectifs sur les enjeux du renouvellement urbain - Formation ERU | le 28 novembre



Mixité, lien social, cohabitation entre groupes sociaux.... Au-delà des objectifs opérationnels du renouvellement urbain, l'intérêt de cette journée de formation, organisée par l'École du Renouvellement Urbain, était de faire un pas de côté et de prendre le temps d'explorer des enjeux clés derrière les ambitions de ces programmes en s'appuyant sur les analyses, les idées qui émanent du monde de la recherche en sciences humaines et sociales, avec l'intervention de Maximilien Steindorsson.

Journée Data et Logement social au CREHA Ouest | Rennes, le 27 juin

Le CREHA Ouest a invité RésO Villes à présenter les travaux du Pôle Data & Quartiers, une approche et un écosystème à renforcer pour participer à l'observation des quartiers.

Tranquillité publique

Bien vivre ensemble et tranquillité publique dans les quartiers populaires | 13 février 2024, à Nantes



Le mardi 13 février 2024, RésO Villes, soutenu par la DREETS Pays de la Loire, organisait une journée sur le « Bien vivre ensemble dans les quartiers prioritaires ». La matinée était consacrée à une conférence-débat de Réda Didi sur la thématique « Relation police-population ». Elle abordait la thématique sous différents angles :

- État des lieux de la relation police-population à la suite des émeutes de juin 2023
- Comment la question relation police-population s'intègre dans les politiques publiques ? Quels dispositifs institutionnels ?
- Retour d'expériences de terrain

- Bonnes pratiques en France et à l'étranger

L'après-midi était consacré à des rencontres inspirantes sous format table-ronde.

- Médiation et prévention spécialisée avec Yazid KHERFI, Directeur de Médiation Nomade
- Cadre de vie et Gestion Urbaine et Sociale de Proximité avec Camille DORMOY, doctorante en sociologie et Ophélie COUSIN, Médiatrice chargée du cadre de vie Direction de la Proximité & Territoires Archipel Habitat
- Rapprochement police-population avec Réda DIDI

Culture

L'interculturalité et le vivre ensemble dans les quartiers : quels enjeux et pratiques ? Rennes, le 4 juillet 2024

Le 4 juillet 2024, RésO Villes, en partenariat avec l'Association Rennaise des Centres Sociaux, a invité l'ensemble des acteurs et actrices de la politique de la ville (collectivités, services de l'Etat, bailleurs, associations, habitant·es et partenaires) à se réunir à Rennes, lors d'un Forum consacré à l'interculturalité et au vivre ensemble dans les

quartiers. Plusieurs temps étaient au programme : conférence table-ronde, forum avec des stands de présentation d'initiatives, ateliers thématiques... qui ont permis à chacun de s'approprier les concepts liés à l'interculturalité, découvrir des ressources ainsi que s'inspirer de plusieurs projets et associations.

La table ronde



Anne Olivier, sociologue et formatrice sociale ainsi que directrice de la collection Tissitures à l'Harmattan a ouvert la table ronde en rappelant que l'interculturalité est une occasion de construire son identité, dans un parcours

dynamique, qui nécessite la rencontre de l'autre. L'identité culturelle est unique et propre à chacun, façonnée par une expérience de vie. David Travers, adjoint délégué à la solidarité à la Ville de Rennes, a expliqué que la politique d'hospitalité est avant tout un choix politique. A Rennes Métropole, elle existe depuis des années, avec comme boussole le refus des conditionnalités, dans l'accès aux droits, à l'hébergement d'urgence, au logement mais aussi l'accès à la scolarité, aux transports, aux loisirs, à la culture. Françoise Leclaire, directrice de l'association AFaLac, psychopédagogue, a indiqué que pour les familles en situation migratoire, la reconnaissance passe avant tout par la langue et via les institutions qui vont les accueillir et particulièrement l'école.

Les ateliers

- Atelier 1 : Accompagner la parentalité dans la diversité culturelle et linguistique
- Atelier 2 : Échanger autour des pratiques professionnelles
- Atelier 3 : Concilier santé et approche interculturelle
- Atelier 4 : Connaître ses droits culturels



19 stands de présentation d'initiatives



Revue Grand Angle | Pratiques culturelles et artistiques dans les quartiers populaires

Nous sommes persuadés que les droits culturels sont essentiels car ils visent à faire reconnaître le droit de chaque personne à participer à la vie culturelle, de vivre et d'exprimer sa culture et ses références, dans le respect des autres droits humains fondamentaux. Ils participent ainsi au développement territorial et social des quartiers. Pourtant, force est de constater que la thématique culturelle ne semble plus dans les priorités gouvernementales pour la refonte de la politique de la ville. Depuis quelques années, le contexte est marqué par une fragilisation des financements de la politique de la ville comme des politiques culturelles.

A travers cette publication, RésO Villes souhaite mettre en lumière la réelle diversité des pratiques artistiques et culturelles qui existent dans les quartiers prioritaires. Nous avons ainsi voulu traiter le sujet sous différents angles, grâce à des regards d'expert-es, des expériences menées dans les quartiers de Bretagne et Pays de la Loire et des portraits d'artistes.

Valoriser l'action citoyenne et participative par l'action artistique et culturelle

Elizabeth Auclair interpelle sur la démocratisation de la culture et la démocratie culturelle qui viennent asseoir les démarches en faveur de la participation des habitant-es. Dans la continuité

de son analyse, le lien social et la citoyenneté sont évoqués dans chacune des initiatives présentées et dans les propos des artistes interrogés.

Les pratiques artistiques et culturelles comme vecteur d'insertion sociale

L'art et la culture sont également de puissants outils d'inclusion sociale qui ré-humanisent, comme le développe Gwenael Quiviger, car ils convoquent les émotions et l'imagination créatrice. L'artiste poète Pamphile Hounsou va dans le même sens quand il dit : « *Je me suis vite rendu compte que s'exprimer, c'est exister, que l'expression opère au changement et que le changement bouscule, mais dans le bon sens du terme.* »

Cultiver la mémoire des quartiers populaires

Enfin, nous avons souhaité mettre l'accent sur la mémoire des quartiers, en valorisant différentes initiatives, souvent en lien avec des projets de rénovation urbaine. Elles soulignent l'importance de cultiver les démarches mémorielles des quartiers populaires. Selon Thibault Tellier, « *il s'agit de construire un récit public basé sur le recueil de témoignages qui sont ceux des usagers du quartier (...) Il s'agit de dire l'histoire de ces quartiers, ou mieux encore, de les laisser dire leur histoire.* »



Participation citoyenne

Journée inter-régionale sur la participation citoyenne | Saint-Nazaire, le 7 novembre 2024



Le 7 novembre 2024, à Saint-Nazaire s'est tenue notre première rencontre inter-régionale sur la participation citoyenne. Plus d'une soixantaine de personnes s'est réunie pour échanger et débattre autour de ce sujet fondamental pour les quartiers. En plus d'interroger l'ambition et les enjeux de la participation citoyenne aux politiques publiques et plus spécifiquement au contrat de ville, cette journée a également permis de recenser ce qui fonctionne et améliorer ou renouveler ce qui pourrait l'être.

La conférence - débat : quelle définition et ambition pour la participation citoyenne dans les QPV ?

La matinée a débuté avec la conférence-débat de Patrick Norymberg. Enseignant, formateur et consultant en politiques publiques, son intervention a permis de porter un regard réflexif

sur la participation des habitant-es et d'échanger sur le renouvellement des formes de coopération et des outils de dialogue entre institutions et citoyen-nés

Les ateliers

En deuxième partie de matinée, différents ateliers nous ont permis de faire le bilan sur le rôle, les freins et les apports des différentes instances de participation citoyenne présentes sur les quartiers en se questionnant : si on les arrêtrait, qu'est-ce qu'on y gagnerait ? Qu'est-ce qu'on y perdrait ?

Ce questionnement portait sur le budget participatif, les conseils citoyens, les marches exploratoires, les réunions de concertation, la démocratie participative.



Conférence : participation et précarité

L'après-midi a débuté par une intervention de Marie Bouchand, chargée de projet Développement du Pouvoir d'Agir au Centre Socioculturel des 3 Cités à Poitiers et de Béatrice Fraudeau, militante d'ATD Quart Monde. Leur conférence s'est centrée sur cette question : « Pourquoi faire participer les personnes ayant l'expérience de la pauvreté ? ».

Les pitches

L'après-midi s'est poursuivi par la présentation d'initiatives inspirantes existant sur nos territoires. Un panel diversifié et enrichissant porté par des collectifs d'habitant-es et de professionnel·les : le collectif MaMaNs 29, la convention citoyenne de Laval, ATD Quart Monde et son projet de lutte contre la précarité alimentaire.

Cycle sur la participation citoyenne | 4 webinaires



RésO Villes a organisé un cycle sur la participation citoyenne composé de 4 webinaires.

La participation : partage de pratiques entre territoires | le 29 mars

Via le témoignage d'expériences de terrain mises en œuvre dans leurs différentes villes et quartiers, les participant-es ont échangé sur les réussites, les difficultés rencontrées et leurs apprentissages pour faire participer les habitant-es et améliorer leur participation. Les échanges, animés par l'équipe de RésO Villes et Nicolas Le Berre, praticien et formateur en participation habitante, ont permis de dresser une première liste de bonnes pratiques issues du terrain.

Présentation des tables de quartier | le 17 mai

Audrey Gondallier, coordinatrice nationale du collectif Pas Sans Nous, a présenté les tables de quartier, espaces citoyens qui réunissent

associations et/ou collectifs d'habitant-es mobilisés à l'échelle du quartier. Leur but est de mener des actions collectives permettant l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, notamment des personnes les plus fragilisées.

Initiative emblématique d'un territoire : la convention citoyenne de Laval | le 28 juin

Harold Coué, coordinateur de la convention citoyenne de Laval est venu présenter cette démarche inédite sur le territoire. Initiée au 1er semestre 2024, la démarche avait pour ambition d'approfondir le dialogue avec les habitant-es des quartiers populaires pour mieux appréhender les sujets qui les touchent : précarité, éducation, sécurité, emploi...

Comment faire pour mobiliser ? le 4 octobre

Nicolas Le Berre nous a interpellé sur la question suivante : comment relever le défi de la mobilisation des habitant-es ? Après nous avoir présenté des initiatives inspirantes, Nicolas nous a fait réfléchir collectivement sur les outils et ressources à rassembler pour une mobilisation plus effective.

L'accompagnement des conseils citoyens de la Métropole Nantaise

RésO Villes, mandaté par Nantes Métropole, l'Etat et les Villes de Nantes, Saint-Herblain, Rezé et Orvault a poursuivi avec les deux chargées de mission attribuées au marché, l'accompagnement des 9 conseils citoyens installés, toujours dans un objectif d'autonomisation.

En parallèle de sa mission, RésO Villes s'est appuyé sur l'expertise acquise tout au long de l'expérimentation pour répondre à l'appel d'offre de la Métropole en étant au plus près des attentes et des besoins actuels du territoire ; et a remporté le nouveau marché pour les deux ans à venir.

L'engagement des conseils citoyens en 2024 et

l'ensemble de leurs actions ont été valorisés dans le deuxième numéro d'une gazette distribuée à l'ensemble des citoyen-nes engagé-es, commanditaires et partenaires.

RésO Villes a poursuivi l'animation de la dynamique métropolitaine de l'inter-conseils. Les conseils citoyens se sont ainsi exprimés collectivement face aux élu-es, aux acteurs et actrices du comité de pilotage du contrat de ville sur la situation d'insécurité qu'ils vivent au quotidien et l'impact sur leur vie et leur santé.

Une rencontre entre l'inter-bailleurs et l'inter-conseils s'est tenue concernant les enjeux

énergétiques et l'importance d'une bonne relation bailleur-locataire.

Significatif du rayonnement de l'inter-conseils sur l'ensemble du territoire de la Métropole, celui-ci a rencontré le conseil de développement de la Métropole de Nantes pour un temps d'interconnaissance.

Par ailleurs, différents temps d'échanges ont permis aux conseils citoyens de monter en compétence à travers des actions de formation :

- 12 conseillers citoyens se sont réunis trois fois et se sont formés à la prise de parole en public avec une intervenante extérieure pour préparer la rencontre inter-bailleurs / inter-conseils.
- Lors de l'inter-conseils de janvier 2024, l'association *Pas Sans Nous* a présenté les tables de quartier. 4 conseillers citoyens sont ensuite allés au rassemblement des Tables de quartiers à Orléans. Puis 4 conseillers citoyens ont poursuivi avec une formation à Amiens sur "comment monter une table dans son quartier".
- 10 conseillers citoyens ont visité l'Eco-appart pour découvrir plusieurs dispositifs d'économie d'énergie.

L'occasion aussi de rencontrer les bénévoles de la CLCV et d'échanger au sujet des charges locatives.

- 4 conseillers citoyens sont allés à Rennes pour participer au forum sur l'Interculturalité organisé par RésO Villes. L'occasion de rencontrer des conseillers citoyens de Rennes et La Roche-sur-Yon, ainsi qu'un groupe de mamans qui agit dans les quartiers populaires de Brest.

- Suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale, 15 conseillers citoyens ont échangé sur le rôle et le fonctionnement des différents pouvoirs institutionnels et l'enjeu d'une dissolution. Une professeure en école d'ingénieur sur les questions de démocratie a pu apporter son éclairage.



Éducation

Journée interrégionale des professionnels des PRE de Bretagne et Pays de la Loire | Rennes, le 18 juin 2024



Le 18 juin 2024, se tenait la rencontre annuelle des professionnel.les des Programmes de Réussite Éducative (PRE) de Bretagne et Pays de la Loire, co-organisée par l'ANARE et RésO Villes. Des temps d'échanges et de conférence étaient dédiés à la question suivante: « Les PRE, entre innovation et articulation avec le droit commun

dans le champ de la prévention éducative, quel juste équilibre ? »

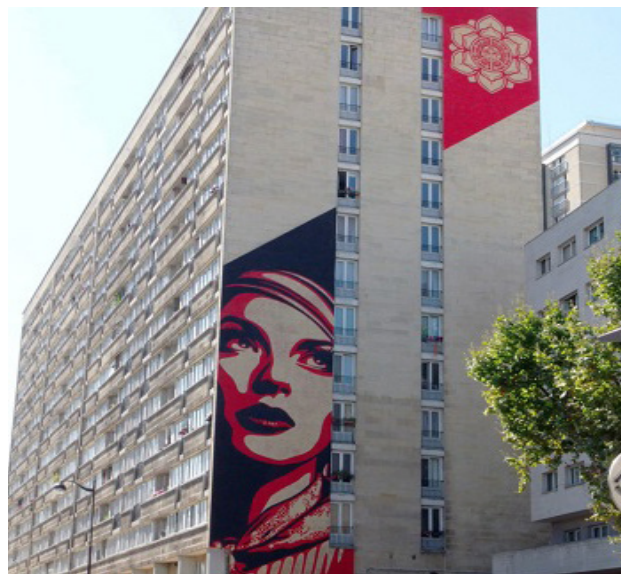
Au programme de la journée : une conférence de Claude Martin, sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS « Soutenir les parents dans une situation d'inégalités » suivie de 3 ateliers :

- La co-éducation dans un contexte de transculturalité : quelles compréhensions des besoins des familles pour une évolution des pratiques ?
- Places et limites du PRE face aux enjeux de santé et un droit commun fragilisé ? Quelles innovations ?
- Soutien à la parentalité, de l'individuel au collectif dans une dimension de prévention éducative.

3 webinaires | 18 avril, 23 mai, 11 juin

RésO Villes, en partenariat avec la DREETS Bretagne, a proposé 3 webinaires sur la laïcité :

- Le 18 avril 2024 : « Liberté de religion et droit de la famille ». Jean-Marie Hisquin, juriste, a présenté un exposé des grandes lignes de cette thématique laissant l'espace à l'échange et aux questions.
- le 23 mai 2024 : « La laïcité dans le monde » par Valentine Zuber, directrice d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, titulaire de la Chaire de Religions et Relations Internationales.
- Le 11 juin 2024 : Présentation de l'enquête sur « le rapport des jeunes Français à la laïcité dans un monde globalisé » par Charles Mercier et Philippe Portier, historien et politologue.



Rencontre des formateurs VRL | Rennes, le 12 mars 2024

La rencontre des formateurs et formatrices Valeurs de la République et Laïcité de Bretagne a permis cette année encore aux participant·es de se rencontrer, d'échanger et de monter en compétences sur une thématique propre à la laïcité.

Ainsi, Aurélien Rissel, maître de conférences à l'Université Rennes 2 est venu approfondir le sujet

de « La clause de neutralité dans les règlements intérieurs ».

Sandrine Bozzi, chargée de formation à l'ANCT et Mathieu Mangenot, chargé de formation laïcité à l'ANCT ont quant à eux présenté la nouvelle plateforme mise à disposition des formateurs VRL "AGATE".



Développement économique et emploi

Entrepreneuriat et Quartiers : Quels enjeux ? Quelles pratiques dans les quartiers ? Lorient, le 20 février 2024



RésO Villes a organisé une visite terrain sur le thème de l'entrepreneuriat dans les quartiers, le 20 février à Lorient. Deux expériences ont été présentées : le Bus Entrepreneuriat pour Tous et la Boutik École. A partir des retours d'expériences et des échanges entre les participant-es, nous nous sommes interrogés sur les conditions nécessaires à la mise en place d'une stratégie en faveur du soutien à l'entrepreneuriat dans les quartiers.

Rencontre régionale Collectivités et tiers-lieux de Bretagne | Rennes, le 5 mars 2024

Cet événement, coorganisé par la Préfecture de région, la Région Bretagne, Bretagne Tiers-Lieux, BRUDED et en partenariat avec la Banque des Territoires, la CRESS et RésO Villes, avait pour objectif :

- d'élargir la communauté des partenaires publics intéressés par la dynamique de tiers-lieux ;
- de capitaliser et mutualiser les bonnes pratiques en la matière sur des problématiques qui leur sont propres (construction de dispositifs, identification et modalités de mise à disposition d'espace, ingénierie technique et financière ...).

Matinée :

- Panorama des tiers-lieux bretons par Bretagne Tiers-Lieux
- Les postures de soutien des collectivités par Bruded
- Table ronde | Tiers-lieux : une nouvelle formule pour la cohésion des territoires ?

Après-midi : Ateliers thématiques

- Impulser un collectif, faciliter le développement du tiers-lieu : la collectivité peut-elle avoir un rôle à jouer ?



- Comment une intercommunalité peut-elle venir en soutien à un projet de tiers-lieux ?
- Tiers-Lieux, commerces ESS ruraux : vecteur d'attractivité des centres-bourgs ?
- Comment impulser ou faciliter le développement de tiers-lieux dit « nourriciers » ?
- Quel modèle économique pour pérenniser un tiers-lieu employeur sur la durée ?

Panorama des tiers lieux bretons



Ce panorama, co-dirigé par RésO Villes, est une étape importante pour la lisibilité du mouvement des tiers-lieux bretons auprès des institutions publiques ainsi que des acteurs et actrices de l'accompagnement.

Comme toute démarche d'expérimentation, qui plus est d'innovation sociale, ce mouvement est autant attractif qu'il demeure fragile sur le plan économique comme sur le plan de la reconnaissance institutionnelle. Alors qu'il suscite un engouement remarquable en Bretagne de la part de citoyen·nes, d'entrepreneur·es de l'économie sociale, ou encore d'élu·es et de technicien·nes, il s'agit de contribuer à accélérer son appropriation, son intérêt et ses spécificités pour soutenir ce jeune mouvement citoyen et rendre ce rêve social et politique durable.

Bâtis ton quartier. Rénovation urbaine, transitions environnementales et emploi dans les quartiers | Brest, le 4 avril



Le 4 avril à Brest s'est déroulé le forum de la promotion des métiers liés au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et à « Mon réseau grandit », organisé par Défis Emploi Brest. Ce temps fort proposait une conférence de Thibault Tellier, des rencontres « employeurs », des visites de chantiers. A cette occasion, RésO Villes a organisé une conférence sur le thème de la rénovation urbaine et des transitions environnementales pour interroger les nouvelles opportunités d'emplois dans les quartiers.

En effet, si la rénovation urbaine a permis de contribuer aux efforts d'insertion et d'emploi dans les quartiers, en particulier via les marchés publics et les clauses d'insertion, nous nous sommes interrogés sur les défis que présentent les enjeux environnementaux pour les partenaires de la filière et les opportunités de nouveaux emplois.

Pour échanger sur ce thème, nous avons accueilli des représentant·es de la Ville de Brest, de l'ANRU, d'Alliances Villes Emploi, de l'Union Sociale pour l'Habitat et de la Fédération Française du Bâtiment.

Table-ronde Economie informelle ou économie de subsistance ? Tours, le 18 avril

A l'invitation de Villes au Carré, de l'association Pih-Poh et l'espace Passerelle, RésO Villes a présenté les travaux du Réseau national des centres de ressources politique de la ville sur l'économie populaire aux côtés de Blandine

Mortain, sociologue du collectif Rosa Bonheur pour son livre *La Ville vue d'en bas* et des expert·es habitant·es : KPA-Cité, Map'cooking, Mariama Sy, cuisinières / Pih-Poh, livrets des expertises d'usages « cuisines ».

Webinaire nationale | Comment coopérer en faveur de l'emploi dans les quartiers ? le 4 octobre

A l'heure où le soutien au développement économique des quartiers et l'accompagnement vers le plein emploi s'affirment dans les objectifs des nouveaux contrats de ville, la nécessité d'une meilleure coordination entre les acteurs et actrices de l'emploi et les associations locales interroge sur les modalités de coopération entre une myriade d'acteurs publics (France Travail, Mission Locale...) et privés (associations, SIAE, entreprises...) afin de toucher les publics les plus éloignés de l'emploi.

Le Réseau national des centres de ressources politique de la ville a proposé un webinaire permettant de mieux appréhender ces enjeux de coopération au bénéfice des quartiers. Nous avons proposé un partage d'expériences pour identifier les facteurs et conditions permettant l'intégration et la coordination des différents dispositifs et de s'intéresser à leurs modalités d'action.

Formation croisée ESS & Politique de la ville | Saint-Herblain (44), le 11 octobre

Le RTES, Nantes Métropole, les Ecosolies et RésO Villes ont organisé une journée de formation croisée ESS & Politique de la ville. Avec l'objectif de renforcer l'acculturation croisée entre les acteurs et actrices de la politique de la ville et de l'ESS, cette journée de formation s'articulait autour de temps d'interconnaissance, d'ateliers

d'intelligence collective et de visites apprenantes. Une belle occasion de travailler autour des synergies à favoriser pour répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux des quartiers politique de la ville en lien avec l'économie sociale et solidaire.

Table-ronde ESS et renouvellement urbain | Paris, le 20 novembre



A l'occasion du Mois de l'ESS, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et ses partenaires de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de la Banque des Territoires ont organisé au tiers-lieux La Recyclerie, un Forum d'échanges et de travail pour « Accélérer la transformation urbaine

avec l'ESS ». A cette occasion, nous avons pu évoquer l'importance de concevoir des stratégies économiques intégrées en faveur des quartiers appréhendées de manière globale et orientées vers du développement économique endogène (fixer les revenus et les investissements sur les quartiers).

Rencontre régionale du réseau adaptation au changement climatique de Bretagne à St-Brieuc



Breizh Alec organisait la première rencontre régionale dédiée aux professionnel·les de l'adaptation au changement climatique. Cette journée offrait l'occasion d'explorer les enjeux de la Bretagne vis à vis du changement climatique. A cette occasion, RésO Villes est intervenu pour présenter ses travaux sur les inégalités

climatiques et en particulier sur les vulnérabilités des habitant·es des quartiers vis à vis des canicules. Il s'agissait de présenter l'importance de considérer les caractéristiques spécifiques des quartiers (démographie, logement, pauvreté, conditions d'environnement, d'équipements) pour construire des stratégies d'adaptation.

Fresque du climat à Auray

Nous avons animé une Fresque du Climat auprès des habitant·es du quartier prioritaire d'Auray afin de les sensibiliser aux évolutions du climat et mesurer les impacts auprès des citoyen·nes.

Cette sensibilisation s'inscrivait dans les travaux de la ville d'Auray sur le volet Transition du contrat de ville.



Pôle Data & Quartiers

Création du Pôle et essaimage



Notre expérience « Data & Quartiers » a permis de valider la pertinence des démarches de data sciences pour compléter l'observation des quartiers.

Cette démarche, totalement inédite et pionnière, a été saluée dans le rapport officiel de la commission nationale chargée de la réflexion sur les prochains contrats de ville pour faciliter l'exploitation de données d'intérêt général à des fins d'études des quartiers et de conseils auprès des politiques publiques.

En 2024, RésO Villes a œuvré auprès de ses partenaires historiques (ANCT, BDT) afin de

dupliquer et transférer la méthode et l'expérience data & quartiers à d'autres territoires de la politique de la ville. La réalisation de cet objectif étant conditionnée par la mise en œuvre d'un plan d'actions interdépendantes :

- Essaimage de la méthode data et quartiers au niveau national en sensibilisant et en formant les CRPV, les collectivités, services de l'Etat aux approches "data et quartiers".
- La création d'un pôle data inter-régional à rayonnement national.

Ce travail de plaidoyer mis en œuvre en 2024 trouvera son application concrète en 2025 avec la mise en place de cinq sessions de formation et la création du Pôle Data & Quartiers le 15 mai 2025 à Nantes.

Le cas d'usage sur les canicules

Le cas d'usage sur les canicules issu des travaux du programme Quartiers en Transitions a été sélectionné par l'Ecolab pour rejoindre un programme d'accélération Openbooster visant à développer une solution web Adapt'Canicules.

Adapt'Canicules est une plateforme numérique qui agrège plusieurs indicateurs pour pouvoir explorer les enjeux et les ressources des territoires dans un contexte de canicule :

- Exposition des populations au risque caniculaire
- Conditions de l'environnement de proximité en situation de canicule

- Accessibilité à des lieux refuges

L'intérêt de la démarche est de sensibiliser nos partenaires décideurs et professionnels concernés par les politiques d'adaptation (PCAET), d'aménagement (espaces verts, biodiversité), de santé publique, de logement, de la médiation / prévention afin d'identifier les zones les plus à risque et d'identifier les solutions les plus adaptées aux contextes sociaux, culturels et urbains.



Le regroupement du réseau des CRPV | 14 au 16 octobre, à Lille



Les équipes des centres de ressources politique de la ville se sont retrouvées pour le 9e regroupement annuel du réseau national des CRPV. Au lendemain de l'écriture des contrats de ville, le fil conducteur de cette édition était le rôle et la place des CRPV. Les équipes ont pu se réinterroger sur le sens et les moyens des associations avec la Cie l'étincelle et leur conférence gesticulée « Les associations peuvent-elles changer le monde ? ».

La réflexion autour de ce sujet s'est poursuivie le lendemain, lors de la journée des partenaires avec les interventions de Renaud Epstein, professeur

de sociologie à Science-Po St-Germain-en-Laye et Julien Talpin, directeur de recherche au CNRS, sur les enjeux du renouvellement des formes de coopérations et des outils de dialogue entre institutions et associations.

La question de la nouvelle contractualisation était bien entendu au cœur des discussions de la journée des partenaires ouverte par Corinne de la Mettrie, Directrice générale déléguée à la politique de la ville (ANCT), en particulier lors de la table ronde sur les enjeux et perspectives de mise en œuvre d' « Engagements Quartiers 2030 ».

Nos partenaires



Le conseil d'administration

COLLÈGE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET TERRITORIALES

Angers Loire Métropole – M. GUITEAU Francis
Brest Métropole – Mme SALAÛN-KERHORNOU Patricia, Trésorière adjointe
Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire – Mme LELIEVRE Astrid, membre du bureau
Communauté de communes du Pays Sabolien
Département d'Ille-et-Vilaine – M. DENES Olwen
Lannion-Trégor Communauté – Mme NIHOARN Françoise
Laval Agglomération – M. MORIN Patrice, Secrétaire
Le Mans Métropole – M. LE PROUST Gilles
Nantes Métropole – M. QUENEA Pierre, Président
Quimper Bretagne Occidentale – M. DECOURCHELLE Alain
Rennes Métropole – Mme ZAMORD Priscilla
Saint-Brieuc Armor Agglomération – Mme HAICAULT Michelle (titulaire) / M. FAVRAIS Stéphane (suppléant)
Saint-Malo Agglomération – Mme FERRET Marie-France
Saint-Nazaire Agglomération – Mme GIRARD-RAFFIN Céline, Trésorière
Ville d'Auray – Mme LE CROM Marie
Ville de Dinan – Mme PATRY Lydie
Ville d'Hennebont – Mme SOUFFOY Nadia, Secrétaire adjointe
Ville de La Roche-sur-Yon – Mme GOSSELIN Nathalie – Vice-Présidente
Ville de Lanester
Ville de Lorient – M. TOULMINET Michel
Ville de Vannes

COLLÈGE DES ACTEURS TERRITORIAUX

ACCOORD – M. BUSCH Julien
Association AMADEUS – Mme CHATELLIER Clarisse (titulaire) / Mme HARIVEL Lidwine (suppléante)
USH des Pays de la Loire – M. DAVID Axel (titulaire)
ARO Habitat Bretagne – Mme URIEN Pauline (suppléant)
FRANCAS Pays de la Loire – Mme ANTIER Adeline
Ligue de l'Enseignement Pays de la Loire – Mme GUERIN Sophie
Léo Lagrange Ouest – Mme DAVY Marie-Laure
EHESP – M. CHAUVIN Pierre-Antoine

PERSONNALITÉ QUALIFIÉE

Mme MATHIEU Julie – Responsable politique de la ville Saint-Malo Agglomération

COMITÉ DES FINANCEURS

ANCT
ARS Pays de la Loire
Banque des Territoires
Commissariat à la pauvreté PDL
DREETS Bretagne / DREETS Pays de la Loire
Région Bretagne / Région Pays de la Loire
SGAR Bretagne / SGAR Pays de la Loire

L'équipe en 2024

Ouided AYAD, directrice
Soazig BARRÉ, chargée de mission information - communication
Liv BOURRASSEAU, stagiaire
Amélie BRIAND, coordinatrice administrative et financière
Carmen CAMBOULAS, chargée de mission Conseils Citoyens Nantes Métropole
Frédéric FRÉNARD, chargé de mission développement économique, emploi, transitions
Jasmine HYVERNAGE, agent de développement Conseils Citoyens Nantes Métropole
Paola LOBELLO, chargée de mission Conseils citoyens Nantes Métropole
Emilie PIGEON, chargée de mission cohésion sociale
Lucas REGNAULT, stagiaire
Zakia SEREME, agent de développement Conseils Citoyens Nantes Métropole
Maximilien STEINDORSSON, chargé de mission urbain, data



Près de
240 000

habitant.es dans
les deux Régions
vivent dans les

**79 quartiers
prioritaires**

répartis sur
30 communes

Bretagne
Pays de la Loire

**Réso
Villes**

Centre de ressources
politique de la ville

